



Munich Personal RePEc Archive

Impact on Poverty and Perceptions of the Economic Crisis in Senegal: Quantitative and Qualitative Analysis

Abdou Fall and Léa Salmon and Quentin Wodon

World Bank

September 2010

Online at <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/34417/>

MPRA Paper No. 34417, posted 1. November 2011 01:51 UTC

Impact sur la pauvreté et perceptions de la crise économique au Sénégal: Analyses quantitative et qualitative

Abdou Fall, Léa Salmon, et Quentin Wodon¹

Résumé

Cet article analyse l'impact de la crise économique (hausse des prix des denrées alimentaires et pétroliers et crise financière) sur la situation des ménages au Sénégal en se basant à la fois sur une analyse quantitative de données d'enquête auprès des ménages et une analyse qualitative auprès de groupes de discussion. Avant la crise, le Sénégal avait connu une réduction impressionnante de la pauvreté, et cela demeure vrai que l'on utilise des mesures objectives de la pauvreté fondées sur la consommation ou les évaluations subjectives des ménages. En dépit de ces progrès, de nombreux ménages disaient toujours n'avoir pas été en mesure de satisfaire bon nombre de leurs besoins de base. Les simulations réalisées pour cette étude suggèrent que la récente hausse des prix alimentaires et pétroliers a eu un impact négatif important sur la pauvreté. Les données qualitatives recueillies auprès de groupes de discussion et d'entrevues individuelles confirment que les conditions de vie d'une grande partie de la population sont devenues plus difficiles. De nombreux ménages parlent d'un manque d'activités génératrices de revenus ainsi que des menaces que la crise induit sur leurs moyens de subsistance traditionnels. La hausse du coût des denrées de base, des niveaux plus élevés d'endettement, et un accès limité au crédit ont aussi contribué à une détérioration du niveau de vie. Les ménages ont des moyens limités pour faire face à la crise au-delà de l'augmentation de leurs heures de travail, surtout pour les femmes, et ils ajustent leurs habitudes de consommation alimentaire en faveur de denrées de qualité inférieure. La crise a aussi accru les tensions au sein de certaines communautés, et elle semble affaiblir les mécanismes traditionnels de solidarité entre les ménages. Ainsi apparaît l'image d'une société ayant réalisé des avancées considérables au cours des quinze dernières années, mais qui demeure vulnérable aux chocs externes et internes.

Mots-clé : Pauvreté, crise économique, Sénégal.

Classification : I32

¹ Abdou Fall est avec l'Université Cheikh Anta Diop au Sénégal; Léa Salmon et Quentin Wodon sont avec la Banque mondiale. Cet article a été préparé grâce à deux financements TFESSD, dont l'un sur l'évaluation qualitative et participative de l'impact de la crise économique sur les populations vulnérables et pauvres, et l'autre sur les prix des denrées alimentaires, la sécurité alimentaire et le changement climatique en Afrique. Les opinions et les analyses présentées dans ce document sont exclusivement celles des auteurs et ne sauraient refléter celles de la Banque mondiale, de ses administrateurs ou des pays qu'ils représentent. L'assistance pour l'analyse des données d'enquête de Clarence Tsimpo est grandement appréciée, tout comme la collecte de données qualitatives sur le terrain recueillies par équipe de l'Université Cheikh Anta Diop dirigée par Abdou Fall.

Impact on Poverty and Perceptions of the Economic Crisis in Senegal: Quantitative and Qualitative Analysis

This article analyzes the impact of the economic crisis (rising food and oil prices and financial crisis) on the situation of households in Senegal using both a quantitative analysis of household survey data and a qualitative analysis from focus groups. Before the crisis, Senegal had experienced a dramatic reduction of poverty, and this is observed whether one relies on objective measures of poverty based on consumption or subjective assessments by households. Despite this progress, many household were however still not able to meet many of their basic needs. Simulations conducted for this study suggest that the recent rise in food and oil prices has had a negative impact on poverty. Qualitative data collected through focus groups and individual interviews confirm that the standards of living have deteriorated. Many households are talking about a lack of income generating activities and threats that the crisis represents for their traditional livelihoods. The rising cost of basic commodities, higher levels of debt, and limited access to credit also contributed to a deterioration in living standards. Households have limited means to cope with the crisis beyond increasing working hours, especially for women, and adjusting their food consumption patterns, for example by eating food of lower quality. The crisis has also increased tensions in some communities, and it seems to have weakened traditional mechanisms of solidarity between households. What emerges is a country that has made considerable progress over the last fifteen years towards poverty reduction, but that remains vulnerable to external and internal shocks.

Keywords: Poverty; Economic crisis; Senegal.

JEL classification: I32.

1. Introduction

Le Sénégal est l'un des pays d'Afrique ayant eu une expérience réussie en termes de croissance économique et de réduction de la pauvreté au cours des deux dernières décades (Azam et al., 2007 ; Ndoye et al., 2009), mais avec un ralentissement ces dernières années (Backiny-Yetna et al., 2010). Selon des estimations basées sur les enquêtes nationales auprès des ménages, la part de la population en pauvreté a diminué de 67,9 pourcent au niveau national en 1994/95, à 54,0 pourcent en 2001 et à 50,8 pourcent en 2005/06. Cependant la récente hausse des prix des biens alimentaires et pétroliers a remis en question certains des ces acquis (Boccanfuso et Savard, 2008). Au cours des trois premiers mois de 2008 par exemple, le prix du riz dans le pays a augmenté de 30 pourcent. Étant donné qu'une part importante de la consommation de produits alimentaires de base est importée (c'est le cas pour le riz, un produit dont la production locale reste limitée), la hausse des prix alimentaires et des combustibles est susceptible d'avoir entraîné une réduction substantielle du pouvoir d'achat des populations, et en particulier des populations pauvres.

La capacité du pays de répondre au choc représenté par la hausse des prix a été limitée. Les déficits budgétaires et la faiblesse des systèmes de ciblage des programmes sociaux ont empêché le gouvernement d'allouer des fonds supplémentaires substantiels pour les filets de sécurité qui auraient pu alléger l'impact de la crise. De plus, en raison de la forte croissance démographique (2,6 pourcent par an en 2009), le nombre des pauvres dans le pays a continué d'augmenter, et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales a été plus faible que dans les zones urbaines avec un nombre non négligeable des plus pauvres ne profitant pas de la période prolongée de croissance économique qui a suivi la dévaluation du Franc CFA en 1994.

On pourrait donc s'attendre à ce que le bien-être et les conditions de vie des populations vulnérables puissent s'être détériorés au Sénégal au cours des dernières années, ou à tout le moins à ce que la population en ait cette perception. L'objectif de cet article est de présenter une analyse de l'impact probable de la crise économique sur les pauvres, ainsi qu'une discussion des stratégies utilisées par la population pour faire face à la crise. Ceci se fait en combinant des simulations basées sur les données de la dernière enquête auprès des ménages représentative au niveau national mise en œuvre en 2005-06 avec les résultats d'un travail qualitatif basé sur des groupes de discussions (GDD) réalisés en deux phases en 2010.

Le document est structuré en trois principales sections. La section 2 décrit la méthodologie utilisée pour la collecte de données et leur analyse, en s'appuyant à la fois sur l'enquête 2005-06 et les GDD organisés avec des groupes de ménages travaillant dans certains secteurs spécifiques de l'économie susceptibles d'avoir été affectés par la crise. La section 3 présente un résumé des résultats quantitatifs concernant les tendances de la pauvreté avant la crise, ainsi que de l'impact potentiel de certains aspects de la crise, avec un accent particulier sur l'impact de la hausse des prix alimentaires. La section 4 examine les résultats de l'étude qualitative, en mettant l'accent sur des groupes spécifiques de travailleurs touchés, tant en termes de chocs subis que de stratégies de survie. Par après, une brève conclusion résume les principaux résultats de l'analyse.

2. Données et méthodologie

La disponibilité des données d'enquête sur les ménages est limitée, en particulier pour mesurer l'impact de la crise, est limitée au Sénégal. Les mesures de la pauvreté sont fondées sur des enquêtes nationales réalisées tous les cinq ans en moyenne, de sorte que, entre les enquêtes existantes, il est généralement nécessaire d'utiliser des techniques de simulation pour évaluer l'impact probable des différents chocs. Les mesures de pauvreté présentée dans l'introduction reposent sur trois enquêtes successives menées par l'Agence Nationale de la Statistique et de Démographie (ANSD), l'ESAM I, l'ESAM II, et l'enquête ESPS. L'ESAM est l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages, et la collecte de données pour les deux enquêtes ESAM date de 1994/95 et 2001/02. L'ESPS (Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal) est une enquête qui a été réalisée en 2005/06, avec l'avantage d'un échantillon plus large. Une nouvelle enquête ESPS est en cours d'exécution pour 2011, mais elle n'est pas encore disponible. Bien qu'il existe des différences importantes entre les trois enquêtes disponibles, elles sont suffisamment comparables pour établir une mesure fiable de la pauvreté du pays depuis 1994/95, et les tendances de la pauvreté observées jusqu'à 2005/06 semblent robustes.

Compte tenu du fait qu'il n'y a pas eu d'enquêtes sur la consommation après l'ESPS pour évaluer l'impact de la crise, les données de l'ESPS sont les seules données disponibles pour réaliser des simulations (par opposition à des estimations ex-post) sur l'impact probable de la crise. Nous mettrons l'accent dans la section 3 sur l'impact sur la pauvreté de la hausse des prix des denrées alimentaires. De plus, l'enquête peut également être utilisée pour analyser les perceptions de la pauvreté par la population et leur capacité à satisfaire leurs besoins essentiels. Ainsi, même si l'enquête 2005/06 ne peut pas être utilisée pour mesurer l'impact de la crise elle-même à posteriori, elle peut fournir des informations précieuses pouvant ensuite être comparées aux résultats de l'étude qualitative qui a été faite en 2010.

La collecte des données qualitatives a lieu en deux phases à l'aide de groupes de discussion ou GDD (Fall et al., 2010). Elle visait à avoir une meilleure compréhension de la crise et de ses effets sur la vie des populations, ainsi que des changements opérés dans les mécanismes d'adaptation qu'elle a généré. Au total, 265 personnes ont participé aux GDD, avec une moyenne de neuf personnes par groupe. Les participants provenaient de divers secteurs de l'économie: le secteur primaire (les producteurs de riz, les agriculteurs, les producteurs de bétail, pêcheurs, etc.), le secteur secondaire (ouvriers), et le secteur tertiaire (services). Quatre chercheurs ont travaillé sur le terrain pour recueillir les données, avec neuf GDD qui se sont déroulés dans la capitale, et 21 dans les autres régions du pays. Outre l'ensemble de la région de Dakar, le travail de terrain a eu lieu dans le Sud (Casamance), Centre (Diourbel Suneor, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Mbour, Thiès et Touba), Est (Kédougou, Kolda et Tamba-Faramba) et Nord du pays (Ndombo Allarba, Matam, Mbodiène et Saint Louis). En outre, des entretiens individuels ont été menés avec 137 personnes qui avaient déjà participé aux GDD. Les entretiens ont porté principalement sur les thèmes de la vulnérabilité, la façon dont les individus se situent sur une échelle du bien-être, la façon dont les changements récents les concernent, dans quelle mesure ils ont pu compter sur l'aide des autres et le capital social pour faire face à la crise.

Le choix des participants aux GDDs a été fondé sur une sélection de secteurs où la vulnérabilité de la population à la crise a été jugé importante, ainsi que sur les

différentes professions qui pourraient en avoir été affectées. Un examen préalable de la littérature existante a permis de cartographier les groupes en fonction de leur vulnérabilité par rapport aux différentes régions du Sénégal. Mais surtout, tandis que certains GDD étaient axés sur les ménages pauvres, comme les agriculteurs, d'autres groupes de discussion étaient axés sur les segments de la population les mieux lotis, tels que les bijoutiers ou les petits entrepreneurs informels afin d'évaluer dans quelle mesure ces groupes ont aussi été affectés par la crise. Alors que les GDD ne peuvent pas prétendre constituer un échantillon représentatif de la population dans son ensemble, ils fournissent néanmoins de riches données qui peuvent aider à cerner les diverses façons dont les ménages ont été affectés par la crise et y ont fait face.

3. Analyse quantitative

3.1. Tendances de la pauvreté objective et subjective avant la crise

Contrairement à la République Centrafricaine (également abordée dans ce numéro spécial de *Perspective Afrique*) qui a connu une croissance modeste de 2,5 pourcent par an depuis la fin du conflit en 2003 et était donc incapable de faire baisser de manière significative son taux de pauvreté, le Sénégal a bénéficié d'une période de croissance économique soutenue jusqu'en 2005 qui a contribué à réduire les effectifs de la pauvreté² à 50,8 pourcent en 2005, avec cependant une baisse plus importante en milieu urbain qu'en zone rurale. Les tendances des mesures de la pauvreté d'ordre supérieur telles que la profondeur et la sévérité de pauvreté suggèrent des tendances similaires, bien qu'il existe des indications que la sévérité de la pauvreté a augmenté dans les zones rurales entre 2001/02 et 2005/06, de sorte que tous les ménages n'ont pas bénéficié dans la même ampleur de l'expansion qui a suivi la dévaluation (Ndoye et al., 2009).

La diminution des mesures objectives de la pauvreté fondée sur les données de consommation est aussi confirmée dans une certaine mesure par des données subjectives sur la perception des ménages concernant à la fois les perceptions des niveaux de pauvreté et les perceptions des changements dans la pauvreté au fil du temps. En effet, le questionnaire de l'ESPS 2005/06 comprend un module qui traite de la perception de la pauvreté par les ménages, et ces perceptions peuvent être comparées aux questions similaires qui ont été posées dans l'enquête ESAM II. Les données suggèrent que la part de la population qui se considère comme pauvre a diminué d'environ 67 pourcent en 2001/02 à environ 51 pourcent en 2005/06, un niveau similaire aux mesures objectives de la pauvreté basée sur la consommation. Même si le profil (y compris géographique) de la diminution de la perception subjective de la pauvreté diffère de celle des mesures objectives, la tendance globale à l'échelle nationale a été similaire.

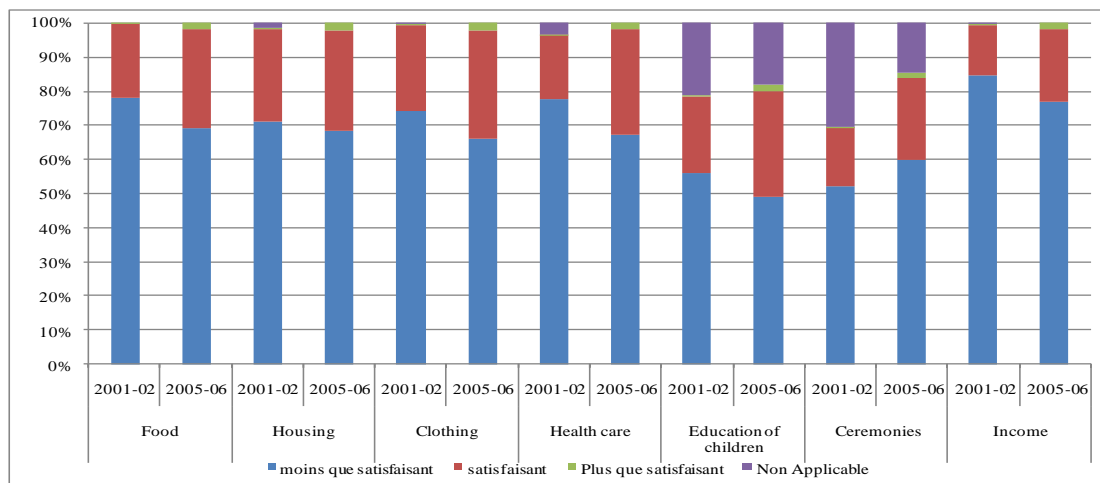
Le graphique 1 présente des données supplémentaires sur les perceptions des ménages sur leur capacité à répondre à divers besoins, avec une comparaison entre 2001-02 et 2005-06. Malgré une baisse des perceptions de la pauvreté, la majorité de la population continue de penser qu'elle n'est pas en mesure de satisfaire la plupart de ses besoins ; c'est le cas de la nourriture, du logement, de l'habillement, des soins de santé et

²La part de la population qui est pauvre en termes de mesures de la consommation par équivalent adulte et du seuil de pauvreté fondé sur le coût des denrées de base et les besoins non alimentaires. Il convient de noter que les mesures de la pauvreté en RCA et au Sénégal ne sont pas strictement comparables, surtout dans le cas du Sénégal, en comparaison à d'autres pays en d'Afrique occidentale et centrale, les mesures de la pauvreté semblent élevées compte tenu du niveau de développement économique dans le pays, et cela est dû à des choix méthodologiques dans la mesure de la pauvreté dans ce pays.

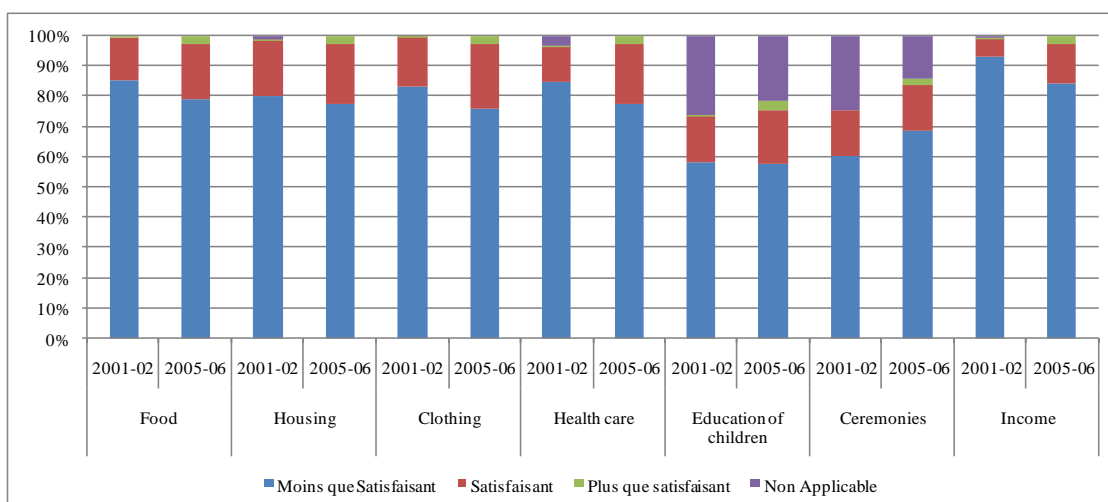
de l'éducation, et la proportion de la population exprimant une non-satisfaction des besoins essentiels est beaucoup plus élevée que la part de la population qui se considère comme vivant dans la pauvreté. Par exemple, en 2005-06, plus des deux tiers des ménages déclarent ne pas pouvoir satisfaire leurs besoins en soins de santé, et la proportion est similaire pour l'éducation. Une grande majorité des ménages estiment en outre que leurs revenus ne sont pas suffisants pour répondre à leurs besoins. Cela dit, il y a une diminution dans le temps, quoique limitée, dans la proportion de la population qui déclare être en mesure de répondre à ses besoins de base entre 2001/02 et 2005/06. Juste pour donner deux exemples, la part de la population déclarant ne pas avoir un revenu suffisant pour satisfaire ses besoins baisse de sept points de pourcentage entre les deux années à l'échelon national, et la part de la population déclarant ne pas être en mesure de satisfaire ses besoins alimentaires diminue de neuf points. Ceci indique à nouveau une certaine amélioration dans le temps.

Graphique 1: Niveau de satisfaction des besoins de base au Sénégal, 2001-2006 (%).

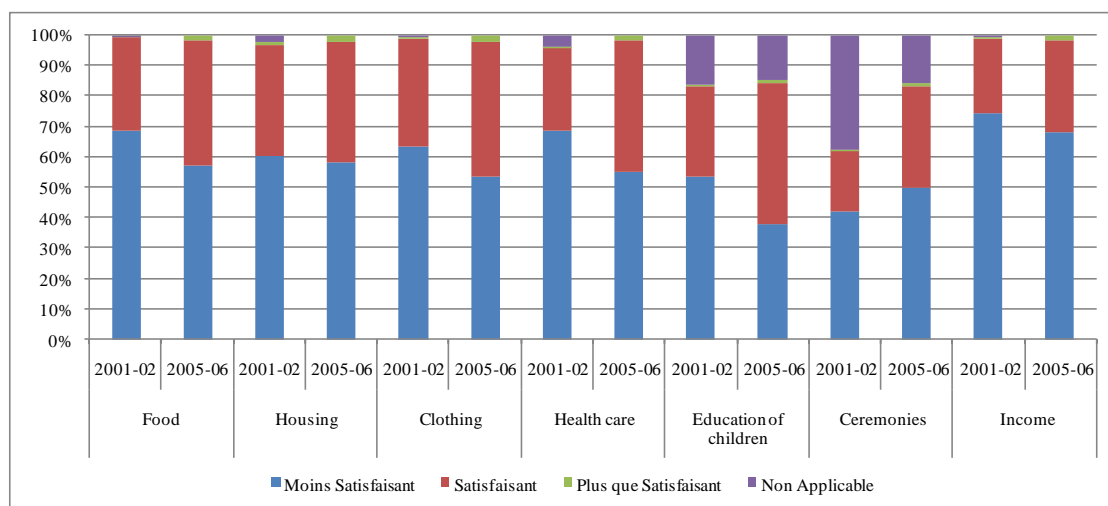
Niveau National



Rural



Urbain



Source: Auteurs utilisant l'ESPS 2005-06 et l'ESAM II 2001-02.

3.2. *Impact potentiel de la hausse des prix alimentaires*

La croissance économique a baissé en 2006 et les années suivantes. La forte hausse simultanée des prix des denrées alimentaires et des combustibles qui a affecté la population à partir de 2008 suggère que certains des gains en matière de réduction de la pauvreté obtenus les années précédentes ont pu être perdus. Dans cette section, nous nous concentrons sur l'estimation de l'impact probable de l'un des chocs auxquels les ménages ont été exposés: celui de la hausse des prix des aliments importés. Afin d'évaluer l'impact probable de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la pauvreté, nous utilisons un certain nombre d'hypothèses simplificatrices.

Premièrement, nous supposons que le coût d'une augmentation du prix des denrées alimentaires ou des combustibles pour un ménage se traduit par une réduction équivalente de sa consommation en termes réels. Cela signifie que nous ne prenons pas en compte l'élasticité prix de la demande pouvant conduire à des effets de substitution et, partant, aider à compenser une partie de l'effet négatif de la hausse des prix pour certains produits. En outre, en raison des limites des données ESPS qui ne fournissent pas d'informations détaillées sur la production des produits alimentaires, nous supposons qu'il n'y a aucun impact potentiel positif de la hausse des prix mondiaux des denrées de base au niveau des producteurs, et donc nous ne considérons que l'impact négatif potentiel de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les consommateurs. Si cela peut générer un biais dans les estimations d'impact, au Sénégal les aliments importés ne sont généralement pas produits pour la vente locale (par exemple la production locale de riz est faible). Dès lors la surestimation de l'impact de la hausse des prix résultant de la non-prise en compte des effets positifs potentiels sur les producteurs ne devrait pas être trop forte.

Nous prenons cependant en compte les informations sur la production alimentaire auto-consommée par les ménages (ces informations sont disponibles dans l'enquête). Il est important de ne pas inclure l'auto-consommation dans les simulations puisque les changements de prix n'affectent la part de la nourriture des ménages qui est auto-consommée. Les mesures de la pauvreté obtenues après la hausse des prix sont comparées à celles de la pauvreté au moment de l'enquête pour évaluer les impacts. Cela signifie implicitement que nous ne prenons pas en compte le potentiel impact des effets de la hausse des prix des denrées alimentaires sur l'économie dans son ensemble (ces effets multiplicateurs sont ignorés ici par souci de simplicité).

Les données de l'indice des prix à la consommation de l'ANSD suggèrent que les prix de certains produits alimentaires importés ont augmenté considérablement, surtout début 2008. Par exemple, entre Janvier et Mars 2008, le prix du riz a augmenté de 30 pourcent, tandis que celui du lait a augmenté de 8 pourcent. Par ailleurs, certains de ces produits représentent une part substantielle de la consommation totale des ménages, en particulier pour les pauvres. Pour le quintile le plus pauvre, le riz, les huiles végétales et le sucre représentent 20 pourcent de la consommation totale des ménages, et donc la hausse de leurs prix devrait avoir un effet important sur la pauvreté.

Le tableau 1 présente des estimations de l'impact potentiel sur les mesures de pauvreté de différents niveaux d'augmentation des prix des produits alimentaires sélectionnés. Si le prix de cinq produits (riz, huile végétale, le blé et mil, sucre, lait et produits laitiers) devait augmenter de 30 pourcent, la part de la population pauvre

augmenterait de six points de pourcentage, ce qui est très élevé. Ce changement radical n'a pas effectivement eu lieu, parce que les prix n'ont pas augmenté d'autant, et surtout pas de façon permanente. En outre, la substitution dans la consommation d'aliments (comme indiqué dans le travail qualitatif dans la section 4) devrait avoir permis de réduire quelque peu l'impact sur la pauvreté. Néanmoins, l'augmentation des prix des denrées alimentaires a probablement conduit à une augmentation substantielle de la part de la population dans la pauvreté, et l'impact proportionnel sur la profondeur et la sévérité de la pauvreté par rapport aux valeurs a encore été plus important (Wodon et al., 2008, montrent que la plupart de l'impact sur la pauvreté de la hausse des prix consiste à rendre encore plus pauvres des ménages qui étaient déjà pauvres). En d'autres termes, l'impact de la hausse des prix alimentaires pourrait bien avoir annihilé (temporairement) une bonne partie des gains en matière de réduction de la pauvreté réalisés entre 2001/02 et 2005/06.

Tableau 1: Impact potentiel de la hausse des prix alimentaires au Sénégal sur la part de la population en pauvreté, 2005/06 (%).

	Base	5%	10%	15%	20%	25%	30%
Riz							
National	50.8	51.0	51.2	51.6	52.2	52.5	52.7
Dakar	32.5	32.7	32.9	33.0	33.5	33.8	33.8
Autres Villes	38.8	39.1	39.4	39.6	40.2	40.7	41.1
Rural	61.9	62.2	62.4	62.9	63.5	63.8	64.1
Huiles Vegetales							
National	50.8	50.9	51.1	51.2	51.4	51.6	51.8
Dakar	32.5	32.7	32.8	33.0	33.1	33.3	33.3
Autres Villes	38.8	38.9	39.0	39.2	39.3	39.5	39.7
Rural	61.9	62.1	62.2	62.4	62.5	62.9	63.1
Sucre							
National	50.8	50.9	50.9	51.0	51.2	51.4	51.4
Dakar	32.5	32.5	32.7	32.7	32.8	33.1	33.1
Autres Villes	38.8	38.8	38.9	39.1	39.2	39.5	39.5
Rural	61.9	62.1	62.1	62.2	62.4	62.5	62.6
Blé et Mil							
National	50.8	50.9	51.1	51.3	51.3	51.5	51.6
Dakar	32.5	32.7	32.8	33.2	33.4	33.4	33.4
Autres Villes	38.8	38.9	39.1	39.3	39.4	39.9	40.1
Rural	61.9	62.1	62.2	62.3	62.4	62.5	62.6
Lait et Produits Laitiers							
National	50.8	50.8	50.9	51.0	51.0	51.1	51.2
Dakar	32.5	32.5	32.7	32.7	32.8	33.1	33.3
Autres Villes	38.8	38.8	39.0	39.1	39.1	39.2	39.3
Rural	61.9	61.9	62.1	62.1	62.1	62.1	62.2
Tous les Cinq Produits							
National	50.8	51.5	52.6	53.5	54.5	55.9	56.8
Dakar	32.5	33.3	34.2	34.8	36.1	37.4	38.3
Autres Villes	38.8	39.6	41.1	42.1	43.1	43.9	45.0
Rural	61.9	62.6	63.7	64.6	65.6	67.1	68.0

Source: Estimations des Auteurs utilisant l'ESPS 2005-06.

4. Analyse qualitative

4.1. Pénurie d'emploi et menaces sur les moyens de subsistance

Si l'analyse quantitative présentée dans la section précédente révèle qu'alors qu'il y a eu une réduction substantielle de la pauvreté sur la période 1994-2005 au Sénégal, la situation a été moins favorable après 2006 suite à un ralentissement de la croissance économique ainsi que suite à la hausse des prix alimentaires et des combustibles. De plus, bien que cela n'ait pas été discuté dans la section précédente, certains ménages bénéficiant de transferts de l'étranger (sept ménages sénégalais sur dix ont des membres de leur famille vivant à l'étranger) peuvent avoir été affectés par une réduction de ces transferts en raison de la crise. Les données qualitatives des GDD confirment que l'impact de la crise sur la population du Sénégal a été significatif, tant en termes de chocs de prix qu'en termes de ralentissement de l'activité économique pour certains groupes et zones géographiques. Certaines activités ou occupations autrefois considérées comme non gratifiantes sont désormais prisées. Le manque de possibilités d'emploi a déclenché une ruée vers les rares emplois disponibles, la plupart non-qualifiés. Le ralentissement de l'activité économique et les limites de possibilités d'emploi ont été particulièrement ressenties dans la banlieue de Dakar, rendant difficile la satisfaction des besoins de base. Comme une jeune femme l'explique : *« C'est vrai, les gens ont faim! Chez-moi, par exemple, je suis la seule à travailler. Comment se fait-il que nous ne puissions vivre correctement? « Menulis nekk » (ce n'est pas possible). Nous avons des problèmes tout le temps. « Lepa dey» (tout est dur) voyez-vous dans une grande famille de 15 personnes, seule une personne travaille et soutient les autres. »*

Pour faire face à l'absence d'activités lucratives, les individus tendent à sauter sur toutes les occasions qui pourraient se présenter, même si elles ne rapportent que des revenus très faibles. Comme un jeune homme l'a expliqué: *«Si je vois quelqu'un qui vend des tissus et que je suis sûr que je peux avoir quelque chose dans la transaction, je fonce. Si vous voulez une paire de jeans par exemple, je vais vous trouver une Sandaga pour 1000F. « Xeebuma dara; Luñuma Jox mon Nangu » (je ne sous-estime rien, je saute sur les opportunités possibles)»*. Apparemment, certains fonctionnaires ont même anticipé sur les pensions de retraite afin de pouvoir assurer leurs dépenses quotidiennes, tout en recherchant en même temps des possibilités d'emploi dans le secteur privé. Mais pour la majorité de l'ancienne génération, la retraite est vécue comme une perte de ressources, en particulier pour les conjoints de retraités qui se trouvent souvent obligés de chercher des revenus supplémentaires pour le ménage. Les tables et les repas servis à l'extérieur sur le devant des maisons ou dans de petits marchés publics situés à proximité du domicile s'expliquent en partie par ces quêtes sans fin pour l'accumulation de petites ressources supplémentaires. Le ralentissement économique se traduit également par l'usage de matériaux moins chers qui se substituent aux matériaux de meilleure qualité ; c'est notamment le cas des cuisiniers qui utilisent des matériaux recyclés tels que des boîtes de fruits comme combustibles au lieu de bois.

De nombreux participants aux groupes de discussions sont passés par de longues périodes de travail non rémunéré ou de chômage, et pour ceux qui ont conservé leur emploi, les flux de revenus se sont affaiblis. Selon un propriétaire de restaurant : *«Depuis plus de dix jours nous ne travaillons pas, la marchandise n'a pas été vendue. Nous allons devoir attendre jusqu'à ce qu'elle soit vendue et recommencer. Et tout ceci à cause de la crise, avant,... nous travaillions matin et soir, nous n'avions que peu de repos, mais*

maintenant vous pouvez passer des jours et des jours à ne rien faire. C'est très difficile, tout ce que nous pouvions faire nous ne sommes plus en mesure de le faire, dès lors les problèmes s'accroissent ». L'absence de bénéficiaires force également les gens à travailler plus longtemps, comme c'est le cas pour cette personne âgée : «*En dehors de mes enfants, personne d'autre ne m'aide. A mon âge, je ne me repose pas, c'est tout le contraire* ». Les personnes impliquées dans différents métiers et petites entreprises, notamment l'industrie du vêtement (la confection), mentionnent également un ralentissement, dû en partie à des difficultés dans les importations et dans les canaux de distribution. La conséquence de ces difficultés sont symbolisées par l'expression «*yi da gno poss reuss*» (les poches sont vides). «*L'affaire ne marche plus comme avant, ça fonctionnait bien, dans la soirée, nous étions payés et nous rentrions heureux* » Ces difficultés se traduisent par des retards dans le paiement des salaires des travailleurs des petites entreprises. Il y a donc une répercussion de la crise dans l'économie informelle avec une concurrence croissante pour les bénéficiaires de vente et une baisse de la demande, comme observé dans d'autres pays.

Outre la récession, les problèmes structurels demeurent. Par exemple, les commerçants sont concernés par des questions telles que la baisse des importations de conteneurs, et la concurrence croissante des commerçants chinois qui vendent des produits moins chers, mais de qualité plus faible, ainsi que celle des vendeurs de rue locaux qui ne subissent pas les mêmes frais généraux (impôts non-versés en raison de l'informalité, etc.). Les commerçants estiment que l'Etat ne protège pas suffisamment les opérateurs nationaux contre la concurrence étrangère: «*Avant, j'avais six conteneurs d'importation de matières premières pour les chaussures, mais au cours des deux dernières années, je n'ai pas pu pas en importer un seul par an en raison de la concurrence. Au Sénégal, les consommateurs n'achètent pas la qualité ; tout ce qui les intéresse, c'est le prix bas. Les chaussures chinoises se vendent à très bas prix et sont de mauvaise qualité, mais elles s'écoulent plus facilement. Les gens préfèrent acheter des chaussures chinoises à 1000 Francs même si elles sont cassées le premier jour* ». Les commerçants n'attribuent pas nécessairement leurs difficultés actuelles à la crise, mais plutôt à la mauvaise organisation du secteur. L'Etat est en partie responsable de ces difficultés selon les commerçants en raison de la facilité d'installation des étrangers et des détaillants qui opèrent hors de tout contrôle.

Le transport urbain a été affecté par la hausse des prix du carburant avec des conséquences pour les travailleurs du secteur. Un chauffeur de bus âgé de 50 ans à la gare *Lat Dior* (Dakar) a parlé avec beaucoup d'amertume de l'impact de la crise sur lui : «*Le travail est dur pour nous. Les gens ne nous respectent pas et les affaires ne marchent plus comme avant ; nous ne pouvons nous résigner à cette situation car nos familles comptent sur nous. En 2007, je gagnais 10.000 F et j'avais de l'argent à envoyer à mes parents, mais ce n'est plus le cas de nos jours. La crise économique a touché tous les secteurs ici au Sénégal, et surtout nous qui évoluons dans le secteur des transports. Nous devons payer le propriétaire un droit qui se situe entre 15000 et 17000F par jour. L'achat du carburant nous incombe, mais c'est très cher, car les prix augmentent presque chaque semaine. La charge de rémunération des apprentis qui sont chargés d'encaisser l'argent des clients nous revient. Et vous savez combien ils nous paient par mois: 50000F !!!* »

La faiblesse de l'activité économique se traduit non seulement par la baisse ou rareté des ventes, mais aussi par les difficultés à recouvrer les paiements auprès des

clients. Des relations étroites et de confiances établies depuis de nombreuses années entre vendeurs et acheteurs permettent un échelonnement du remboursement de dettes par les acheteurs. Cela facilite les ventes dans un contexte où les clients n'ont pas de pouvoir d'achat élevé. Mais à un moment donné, cela peut conduire à des effets pervers, par exemple via l'incapacité d'intenter un procès en raison d'un lien de parenté entre acheteurs et vendeurs. Les commerçants disent aussi avoir des difficultés pour reconstituer leurs stocks, car ils ne sont pas payés à temps : « *Nous sommes également entravés par des créances qui ne sont pas recouvrées en totalité. Récemment, nous avons envoyé des produits d'une valeur de 4 millions de Francs pour des clients en France. Ils nous ont donné une avance d'un million de Francs, mais jusqu'à présent ils n'ont pas payé le solde. Le solde est un manque à gagner pour nous. Nous avons beaucoup de problèmes car, dans le cas que je viens de mentionner, si on nous donnait notre argent, nous aurions acheté nos matières premières au bon moment.* »

Ces difficultés sont également présentes dans d'autres secteurs, comme celui de la confection. Les conditions d'échelonnement des paiements se transforment souvent en non-paiement. Un tailleur a expliqué comment les clients utilisent des astuces pour obtenir des biens et services sans avoir à payer, surtout quand ils font partie de la famille ou du cercle d'amis proches : « *Une vingtaine de personnes me doivent entre 2000 F et 4000 F. Ils viennent souvent ici passer commande, et vous donner une avance ; d'autres vous disent de faire le travail et ils vous remboursent quand ils récupéreront leurs habits. Mais alors ils reviennent ici pour se lamenter, disant qu'ils n'ont pas d'argent. C'est le genre de choses qui rendent notre travail très difficile et nous avons à y faire face et vivre avec, car ils sont souvent des parents, des voisins, ou des gens que vous connaissez très bien. Vous ne pouvez pas leur refuser certaines choses.* »

Les maladies sont aussi un facteur important de vulnérabilité non seulement par leur impact sur les capacités de travail du malade, mais aussi parce que les ressources du ménage doivent être consacrées aux soins de santé. Un père de famille homme d'affaires a expliqué que : « *l'affaire ne fonctionne plus, donc le revenu est limité. J'ai un autre enfant qui étudie à Al Azhar (Institut islamique). Il a des problèmes de vision, mais je ne suis pas capable de l'amener à l'hôpital car les ordonnances sont chères. Il souffre, mais je ne peux pas l'aider. Parfois, il ne peut même pas faire ses devoirs. Maintenant tout le monde est malade, nous ne pouvons pas garantir des soins de santé adéquats à notre famille ou leur donner une bonne éducation et ça dure comme ça depuis deux ans.* » Le manque d'accès aux soins semble maintenant accepté par les pauvres, au point qu'ils se sont résignés au fait que beaucoup sont malades sans être soignés.

4.2. Hausse des coûts, surendettement, et accès limité au crédit

Il a été mentionné plus tôt que le prix de certains produits alimentaires de base comme le riz ont fortement augmenté en 2008. La hausse des coûts a été une contrainte régulièrement mentionnée par les participants aux GDD. Dans le secteur de la restauration, la hausse des coûts a conduit à une augmentation des prix de vente qui à son tour cause des problèmes de solvabilité aux clients qui ne sont plus en mesure de payer les marchandises. Dans le secteur de la pêche, la hausse des coûts a également été mentionnée : « *Autrefois, les choses n'étaient pas aussi compliquées ; l'essence et les pirogues ne coûtaient pas chers. Il en était de même pour le ... moteur hors-bord qui*

coûtait 250.000 F, mais il vaut aujourd'hui 1,1 millions F. J'ai acheté mon moteur hors-bord en 2006-2007 à ce prix, je crois ; voyez-vous donc, c'est très difficile ».

Les bijoutiers également se plaignent des prix d'achat rédhitoires sur lequel ils n'ont aucun contrôle car les matières premières sont importées. Alors que la production et le commerce de bijoux était autrefois un secteur en plein essor, le marché est maintenant paralysé par des pénuries de matières premières. Comme l'un des joailliers interrogés l'a déclaré: *« Nous ne pouvons acheter actuellement que des bijoux anciens pour les femmes ; nous n'avons pas ce matériau au Sénégal. »*

Comme mentionné précédemment, le secteur des transports n'est pas épargné. L'extrait suivant d'une entrevue avec un chauffeur de bus montre comment la combinaison de plusieurs facteurs défavorables affaiblit considérablement le métier de transporteur : *« Nous travaillons sur la base d'un taux qui n'est pas fixe et il dépend de ce que, chaque jour, les clients sont en mesure de payer. Si les utilisateurs devaient payer les frais normaux ..., nous ne serions pas à ce point. Le prix du carburant a augmenté, les pièces de rechange coûtent cher aussi ... De plus, nous sommes harcelés tous les jours par des hommes en uniforme qui demandent des pots-de-vin. Et si vous êtes à court de vos paiements, il est déduit de votre salaire. Cela signifie que parfois vous vous retrouvez avec des miettes. »*

Les difficultés économiques ont apparemment conduit à une réduction de l'épargne, au surendettement, et à la cession d'actifs, ce qui a contribué à une plus grande vulnérabilité des ménages. Les discussions avec un groupe de bijoutiers suggèrent que leurs revenus ont été fortement réduits en raison de la baisse des bénéfices issus de leurs activités : *« Nous avons mis en place une association depuis maintenant un an, mais nous n'avons pas d'argent. La cotisation mensuelle était de 1000F. Je faisais partie d'une tontine (mécanisme d'épargne informel), auquel je contribuais 5000F par jour mais j'ai cessé de le faire parce que l'entreprise ne fonctionne plus. Notre situation devient chaque jour plus précaire. »* La faiblesse de l'épargne a également eu un impact sur la capacité à obtenir des prêts et sur les mécanismes d'assistance mutuelle, ainsi que sur la capacité des ménages à faire face aux dépenses imprévues, par exemple de santé. Un pêcheur de 55 ans a expliqué que son entreprise lui assurait la sécurité financière dans le passé et garantissait des soins à ses enfants en cas de besoin. Sa situation est désormais plus fragile : *« Je suis un pêcheur, mais après déduction de tous mes frais, j'épargnais le reste et cela m'a aidé à construire ma maison, prendre en charge mes enfants quand ils tombaient malades et aider les gens en cas de besoin. Mais cela n'existe plus, c'est de l'histoire ancienne. Mon épargne m'a également permis d'acquérir d'autres propriétés et plus de pirogues. Auparavant, la tontine me permettait d'épargner. Mais maintenant les gens n'ont plus assez pour leurs dépenses quotidiennes, de sorte qu'ils n'ont plus la possibilité d'organiser une tontine. Ce que j'ai me suffit à peine. »*

Alors que de nombreux participants aux GDD ont besoin de crédit pour les activités productives, ils ont exprimé leur mécontentement face à leur manque d'accès aux sources de financement. Il y a d'abord les contraintes imposées par les banques. Un bijoutier a été très explicite : *« Pour que mon entreprise fonctionne correctement, j'ai besoin de 5 kg d'or par an, mais le kilogramme est environ à 16 ou 17 millions de francs. Je ne peux obtenir cette somme que grâce à un prêt bancaire. Mais les banques exigent des garanties solides et des taux de plus en plus élevés »* Des problèmes similaires se posent dans d'autres secteurs, notamment la pêche, où les moyens de production et

d'entretien nécessitent des investissements que les pêcheurs ne peuvent plus se permettre compte tenu de la morosité du marché actuel : « *Si je pouvais avoir 300 000 F par mois, cela pourrait vraiment m'aider à résoudre certains problèmes. Dans le passé, j'aurais pu facilement réunir cette somme parce que les choses allaient bien. Mais maintenant, ma situation est difficile car je n'ai plus qu'un seul moteur. Donc, mon bateau ne peut pas fonctionner à 100 pourcent* ».

Les petits commerçants ont aussi tendance à ne pas avoir accès au crédit : « *En général, seuls les grands transporteurs ont accès au crédit. Nous n'avons pas de preneur ferme et les banques ne nous aident pas* ». Face à un risque de crédit élevé et au ralentissement de l'activité économique, les banques limitent les prêts aux clients les plus solvables. Certains opérateurs pourraient être en mesure d'accéder au crédit, mais par crainte qu'ils ne puissent pas être en mesure de rembourser les banques préfèrent ne pas prendre de risques.

Pour remédier à l'accès limité au crédit bancaire, des initiatives telles que des accords de coopérative entre groupes professionnels sont mis en place. Cependant, la plupart de ces arrangements sont entravés par les effets de la crise sur les revenus des membres. Ainsi, dans le marché Sandaga un grand fonds coopératif exploité sur ses fonds propres avait été mis en place, mais en raison du manque de paiement régulier de ses membres, il a été fermé : « *Avant, c'est-à-dire il y a 10 ans, nous avions une caisse coopérative. Mais avec la crise, les gens ne pouvaient plus payer, d'où l'échec du fonds. Nous ne recevons aucune aide de l'Etat. S'il n'y avait pas de crise, nous aurions nos propres fonds, mais maintenant nous ne sommes plus en mesure de les avoir.* »

4.3. Les stratégies d'adaptation

Les stratégies mises en place par les individus et les ménages pour faire face à la crise ont été variées aussi bien parmi les participants aux GDD que selon les entretiens semi-directifs. Pour les femmes, le redéploiement vers de nouvelles activités productives en dehors du foyer est une des stratégies-clé, notamment via la création de groupements d'intérêt économique (GIE) qui aident à regrouper les ressources des participants. Une femme raconte son parcours comme suit : « *J'ai eu l'idée de créer le groupement, quand je travaillais pour Oxfam. Cela m'a permis d'être membre de plusieurs associations. Tout le temps que j'ai passé avec des femmes, leur courage m'impressionnait tous les jours. Alors je me suis dit que je devais créer un GIE. Au début, j'ai réuni plusieurs femmes, ainsi nous contribuions 500 F chacune à la fin de chaque semaine. Actuellement, nous avons 750 000 F.* » Alors que les hommes pourvoient aux besoins de base des ménages, les femmes doivent travailler pour payer pour les extras : « *Je préfère travailler parce que la vie est dure et mon mari ne peut pas satisfaire tous mes besoins. J'ai ma tontine, et parfois j'ai besoin d'acheter des vêtements et des bijoux pour des événements. Nos maris assurent les dépenses quotidiennes, mais nous devons travailler pour assurer nos besoins personnels* ».

L'entrée des femmes dans la sphère productive leur donne du poids dans la gestion de l'économie familiale. Comme l'un des participants l'a déclaré : « *Certaines remplacent les hommes, qui font souvent preuve de moins d'ingéniosité dans un environnement précaire* ». Ainsi, si la crise contraint les ménages à diversifier leurs sources de revenu, elle peut également renforcer l'indépendance des femmes, souvent avec l'appui de leurs maris : « *Oh oui, ma femme conduit souvent une affaire. Vous savez,*

les femmes sont très courageuses et la mienne n'hésite pas à se démener pour faire face aux situations difficiles. Vous voyez que je ne suis pas seul et je remercie Dieu parce que les choses pourraient être pires » (sur la façon dont les changements dans les sources de revenus peuvent influencer sur la prise de décision au sein du ménage et des modèles de répartition au Sénégal, voir Bussolo et al, 2009; plus généralement sur le genre et la pauvreté au Sénégal, voir Koopman, 2009).

Il n'est pas rare que les femmes prennent en charge l'entière responsabilité de la quête de ressources nécessaires pour préparer les repas : « *Le travail ne marche plus. Et c'est à moi de préparer le repas de demain. Je n'ai toujours rien et je dois trouver cet argent parce que mon mari ne peut plus rien faire désormais. « Dk fortaatu dey » (C'est aussi simple). J'espère que d'ici demain j'y arriverais* » Dans les ménages de retraités, le rôle des femmes est particulièrement important : « *À l'heure actuelle, toutes les mères sont dans la même situation, tant nous vivons des moments difficiles. Mon mari est à la retraite, mes enfants ne travaillent pas, je suis celle qui gère tous les problèmes. Je paie l'électricité, l'eau, et j'ai en plus la popote. C'est difficile pour une femme, mais je n'ai pas le choix. C'est pourquoi je travaille beaucoup pour que mes enfants puissent manger. « Neexul ba baa ngi fii » (il faut l'avouer la faim est là).* » Il en est de même pour les veuves : « *Je suis à la fois l'homme et la femme, je suis le chef de ménage. Les enfants ne peuvent pas trouver du travail, et mon mari est décédé. Je paie pour l'eau, l'électricité et les dépenses quotidiennes. « Nga xam ou si Metina Jigéen » (vous savez c'est difficile pour une femme).* »

La participation collective des membres de la famille est un autre moyen pour les ménages de faire face à la crise. Les familles sont forcées à devenir plus innovantes et chaque membre de la famille contribue aux dépenses quotidiennes. Comme l'explique un jeune chef de ménage : « *Dans ma famille, je pense que tout le monde essaie de faire quelque chose pour gagner de l'argent et même mes sœurs occupent des postes de ménagère pour prendre soin d'elles-mêmes. Si quelqu'un a quelque chose, c'est très bien comme ça vous n'aurez pas à aider une personne en particulier.* » Un vieux commerçant souligne qu'en temps de crise chaque membre de la famille doit contribuer pour gagner le respect des autres : « *Quand je vois certains membres de ma famille passer tout leur temps à dormir, je leur demande d'aller chercher quelque chose. Il y a des emplois que certains jeunes ne veulent pas prendre ; ils préfèrent languir en attendant de meilleures options, mais ils doivent travailler.* » Toutefois, cette participation collective tous azimuts n'est pas toujours positive. Dans certains cas elle peut conduire par exemple à la déscolarisation des enfants, et surtout celle des filles.

La multi-activité, est une autre stratégie d'adaptation utilisée par les ménages. Certaines personnes ont deux ou trois emplois, en particulier les jeunes qui exercent des activités simultanées dans le petit commerce, la revente de biens de seconde main, la construction, ou dans le sport et la culture : « *J'ai un cousin qui m'associe souvent à ses projets et je travaille le plus souvent avec lui, mais pas tous les jours. Parfois je vais acheter des téléphones mobiles de seconde main et je les revends à des amis. C'est ainsi que je me fais des petits sous. Je suis aussi éleveur (rires) car j'ai cinq moutons en ce moment et je les vends souvent. Par exemple en 2007, j'ai vendu un mouton à 130.000 F et une semaine après la Tabaski (ndlr: une grande fête musulmane) j'en ai vendu un autre pour 180.000 F.* » De telles stratégies restent toutefois très marginales et occasionnelles et ne permettent pas aux travailleurs de sortir de leur condition précaire.

Compte tenu des ressources limitées, certains ménages sont contraints de donner priorité aux dépenses alimentaires sur les autres charges telles que l'électricité, comme c'est le cas pour ce retraité : *« Mon courant a été interrompu pendant sept mois. La facture s'élève à 50.000 F. J'allume une bougie dans la nuit et je dois admettre que cette situation est très difficile. Mais je ne peux pas payer cette facture pour le moment. Il y avait d'autres urgences comme la nourriture et je préfère vivre sans électricité plutôt que de manquer de nourriture. »* D'autres sont contraints à vendre leurs biens, notamment leurs actifs et moyens de production. Un pêcheur dit avoir *« vendu plusieurs fois ses pirogues et moteur hors-bord contre de l'argent pour cuisiner à la maison. Maintenant on se résout au « baadolo lekku » (la malbouffe). »*

Il se confirme également que quelques familles ont retiré leurs enfants de l'école en raison de la crise : *« Mes enfants ont abandonné l'école à cause des difficultés de la vie ; je n'ai pas les moyens de payer leurs études. »* Un pêcheur polygame explique : *« J'ai retiré deux de mes enfants de l'école. Le plus vieux a 16 ans. Il est tapissier et l'autre de 14 ans est pêcheur. En les retirant de l'école, je leur ai demandé avec le peu qu'ils ont d'aider leur mère qui est ma première épouse. Ça me facilite la tâche car je ne peux que prendre soin de ma seconde épouse. »* D'autres ménages retirent leurs enfants de l'école privée et les inscrivent dans les écoles publiques qui sont plus abordables.

En ces temps difficiles, les divorces et les séparations peuvent pousser les gens dans une vulnérabilité extrême. Une femme confie son désarroi après le départ de son époux : *« Les choses ont changé pour moi. Avant, mon mari était là, il travaillait comme agent de sécurité, il recevait 45 000 F par mois, nous n'avions pas de problème pour payer le loyer et il assurait la popote. Même si ce n'était pas suffisant, nous pouvions nous en sortir. Il y avait moins de problèmes. Les dix premiers jours du mois, nous mangions à notre faim, le reste du mois, il se débrouillait mais il nous restait du riz car il achetait un sac à la fin de chaque mois. Mais maintenant, nous n'avons plus cette possibilité. Il est parti et je suis abandonnée à moi-même avec les enfants. »* La crise a ainsi mis en évidence la fragilité des femmes chefs de ménages ayant des enfants à charge.

Certaines pratiques déviantes ont également été signalées dans les GDD. Le racket est parfois organisé par des policiers qui extorquent de l'argent aux petits commerçants. L'ampleur de ces pratiques est variable, mais dans un secteur comme le transport, elles semblent avoir émergé comme une conséquence indirecte de la crise, ce qui provoque le mécontentement des conducteurs : *« la police nous fatigue, ils vivent sur nous. Je connais un motard qui travaille au commissariat de police. Il se réveille tous les jours à cinq heures du matin pour bloquer la route aux conducteurs. Avant d'arriver à son lieu de travail, il arrête tous les chauffeurs de car et chaque conducteur doit lui donner au moins 1000 F. Il fait la même chose sur son chemin de retour. Je voudrais le dénoncer à l'antenne, même au risque d'être emprisonné. »* Un autre chauffeur explique : *« Notre problème majeur reste la police. Il y a corruption. Je suis découragé à cause du «YEP» (les tracasseries policières). Chaque jour, vous donnez 8000F à la police. Si vous retranchez ce montant de votre salaire, il ne vous reste rien. Nous voulons travailler, mais ils nous arnaquent. Nous nous levons toujours à 5 heures-6 heures du matin, mais la police est déjà sur place. Surtout à Score Liberté. »* Les vendeurs de rue illégaux sont également victimes des sollicitations de la police : *« Pour nous, les commerçants, ceux qui nous inquiètent le plus ce sont les officiers et agents de la Mairie avec leurs impôts*

interminables. S'il n'y a pas de cérémonies, nous payons 200 F par jour, mais pendant les fêtes, nous payons 4000 à 5000 F. Si ce n'était pas eux, les choses marcheraient pour nous, nous nous entendons bien et nous nous organisons pour qu'il n'y ait pas de problème. »

D'autres types de comportements déviants sont également mentionnés dans les GDD. Dans le cadre d'une procédure judiciaire, un locataire a exposé un cas avéré de corruption d'un avocat : *« Je payais 35.000 F pour ma location, puis le propriétaire décide un jour de porter ce chiffre à 150.000 F sans m'avertir. Je prends un avocat croyant que j'allais gagner mon procès car que j'étais dans mes droits, mais à ma grande surprise, j'ai réalisé qu'il avait acheté le juge et j'ai perdu l'affaire. Avec ce type de situation comment pouvez-vous vous en sortir? »*

4.4. Les ajustements dans la consommation

Il ressort aussi des GDD et entretiens individuels que la crise a changé les habitudes de consommation des ménages. Si au moins une partie des ménages ruraux ont réussi à maintenir leur consommation alimentaire -car ils sont souvent agriculteurs et peuvent compter sur leur propre production, l'impact a été plus sévère dans les zones urbaines où les ménages ont été exposés à la flambée des prix des produits de base comme le riz généralement importés. Pour faire face à l'inflation, ils ont été contraints de réviser à la baisse leurs achats alimentaires : *« Nous avons changé nos habitudes quotidiennes; nous ne mangeons plus ce que nous mangions autrefois. Je me contente de tout ce qui se présente. Il fut un temps où je pouvais donner 10000 F par jour ; plus de poulet ni de viande. Nous mangions du bon poisson, mais maintenant j'essaie de donner 5000 F et de prendre tout ce qui en sort, je n'ai pas le choix. Heureusement, notre famille comprend et s'adapte à la situation. »* L'évolution se traduit au-delà des habitudes alimentaires : *« Ma femme tente d'économiser le gaz. Nous n'avons plus à préparer le dîner à la maison. Ma femme cuisine quatre fois par semaine « cin Nari » (riz avec sauce), afin de préserver la sauce pour la soirée. De cette façon nous préparons seulement les « ñankatang » ou tout simplement nous achetons du pain pour le manger avec le reste de la sauce. Cela nous évite d'utiliser le gaz deux fois dans la journée. »*

Les adultes sont les premiers à réduire leur consommation alimentaire : *« Nous préférons nourrir les enfants et rester sans manger. Quant à moi, le matin, je vais vendre mes marchandises. Parfois ça marche, parfois ça ne marche pas. Je ne mange pas de toute la journée. Mais je fais tout pour que mes enfants mangent. »* Mais les enfants sont également affectés : *« Il y a des problèmes de malnutrition et je pense que c'est malheureux pour nos enfants. Parce que quand nous étions enfants, nous étions mieux lotis, la nourriture était bonne et en abondance. Nous mangions bien. »* Certains ménages choisissent une alimentation de moindre qualité, moins riche en protéines, tandis que d'autres réduisent leurs achats : *« Je suis au bas de l'échelle, je donne chaque jour 3000F à ma femme pour assurer nos dépenses. Si je reste deux jours sans travail, nous ne mangeons pas tous. Je n'ai pas d'épargne. Je suis dans cette situation depuis l'année dernière. »* Même s'ils continuent à préparer des plats jugés riches tels que le « Ceebu jën » (plat national sénégalais), cela se fera avec moins d'huile ou de poisson. La consommation de viande est presque exclue, ou seulement consommé pendant les cérémonies. Les ménages urbains en situation de pauvreté n'ont souvent qu'un seul repas

par jour et on observe un retour aux céréales comme le mil qui ne sont pas importées et donc plus abordables.

Les rations alimentaires sont réduites pour assurer une consommation minimale dans le ménage : *« Avant la crise, je pouvais acheter 10 miches de pain par jour pour le petit déjeuner. Maintenant, nous ne nous partageons plus que cinq pains. »* Même la pratique courante qui consistait à réserver les restes aux personnes indigentes est en voie de disparition, y compris dans les classes relativement aisées : *« Avant nous préparions assez, mais maintenant nous n'avons plus cette option. C'est la même situation pour tout le monde, tout ce que nous pouvions faire autrefois, nous ne pouvons plus nous le permettre de nos jours. »* Si le dîner est toujours servi, il est essentiellement composé d'ingrédients locaux, tels que la bouillie de mil de base ou le couscous : *« Pour le dîner, nous ne mangeons que le couscous de base, le « mbuum » (feuille verte) ou le « Fonde » (gruau). Nous ne pensons plus à la viande. Nous ne pouvons pas nous la permettre de toute façon. Je n'en mange que de temps en temps et rien qu'en petites quantités».*

Pour les pauvres la préparation de ces aliments est rendue encore plus difficile à cause de la hausse du prix de certains ingrédients comme le sucre et le lait. La consommation de poisson se réduit aux espèces habituellement négligées (trop d'arêtes, pas assez bon, à peine frais) au détriment d'espèces plus nobles. C'est le cas du « yaboye » (maquereau avec beaucoup d'arêtes) qui naguère considéré comme «poisson des pauvres» est désormais de plus en plus consommé par les ménages les mieux nantis. Comme l'a expliqué un bijoutier : *« Je peux dire que ces dernières années, je n'ai pas pu manger du bon poisson, excepté le yaboye. »* Un autre exemple est le glissement vers des produits locaux et des plats dits de bourrage tels que le « mbaxal » (poisson de bas coût à base de riz ou de viande auquel on peut appliquer tout type de condiment).

L'élimination progressive des produits laitiers importés et du café semble aussi courante dans les régions pauvres, comme l'explique un propriétaire de restaurant : *« Avant, on pouvait acheter du lait, du beurre, mais maintenant ce n'est plus le cas. Nous n'étions pas habitués à consommer le café Touba pour le petit déjeuner, mais avec la crise, il est beaucoup bu y compris par les enfants. »* En effet, la consommation du café Touba, une boisson traditionnelle et moins coûteuse des Mourides (une confrérie musulmane Sufi influente au Sénégal) est devenu une sorte de phénomène social avec des vendeurs le distribuant à chaque coin de rue. Une autre stratégie utilisée par les ménages pour faire face à la hausse des prix alimentaires est celle du partage des repas. Il est courant pour les foyers voisins ayant des liens de parenté de regrouper leurs ressources et de faire un repas partagé par tout le monde. Dans la banlieue de Dakar, cette pratique est toujours courante en tant que mécanisme de solidarité autour du noyau de base de la famille qui se rassemble pour le repas principal (déjeuner). Cette pratique est devenue un moyen essentiel de sécurité alimentaire pour certains ménages à faible revenu.

4.5. Impact de la crise sur les communautés

La famille élargie a longtemps été au cœur des mécanismes de solidarité traditionnels, mais cette solidarité se délite en raison de l'exposition aux multiples vulnérabilités : *« La crise est là, depuis des années. Elle se manifeste par des besoins non satisfaits, l'acuité des problèmes de la vie, les prix élevés des denrées alimentaires. Actuellement, j'ai du mal à répondre aux besoins de ma famille. Et c'est pourquoi mes deux autres femmes ont demandé le divorce. Avant je gérais ma famille comme il se*

devait, les femmes et les enfants avaient tout à leur disposition. Mais alors j'ai eu des problèmes, le travail ne me permettait plus d'assumer les dépenses du ménage, c'est un problème. Je suis resté des mois sans travailler, toute l'année dernière. »

La crise affaiblit aussi les filets de sécurité traditionnels sur lesquels les membres les moins aisés de la famille avaient l'habitude de compter. Par conséquent, la prise en charge d'enfants, une pratique qui était courante au Sénégal, devient de plus en plus difficile. Par exemple, les bijoutiers habituellement considérés comme des notables dans leur communauté en raison de leur puissance économique ne peuvent plus remplir leurs fonctions sociales. L'un d'eux confie clairement : *« Maintenant, je ne plus accepter que des proches parents me confient leurs enfants parce que je ne peux plus les soutenir, nous avons complètement changé notre mode de vie. Car la vie devient difficile, nous mangeons ce que nous avons sous la main sinon nous n'y arrivons pas. Je suis un père de famille et j'ai beaucoup de dépenses à assumer et donc je dois gérer les choses pour moi-même pour joindre les deux bouts. Je n'ai pas de soutien, mes enfants sont trop jeunes, ils vont à l'école et je dois également prendre soin de mes frères ... En outre, lorsque mon père était vivant, il y avait beaucoup de gens de notre village qui vivaient avec nous, mais après la mort de mon père, ils sont retournés au village. »* L'accueil des parents originaires des mêmes régions est moins automatique que par le passé dans certains groupes ethniques. En effet les familles utilisaient les liens ethniques pour accueillir à Dakar des personnes de leur région d'origine, mais la crise a affaibli ces liens avec les communautés d'origine. Cette érosion des filets de sécurité traditionnels peut avoir des effets négatifs à long terme sur le capital social.

Un certain nombre de conditions structurelles rendent la vie encore plus difficile en temps de crise. C'est ainsi qu'un faible accès aux services de base a été observé parmi les groupes interrogés dans la banlieue de Dakar. En outre, un quartier comme Médina Gounass est régulièrement inondé pendant la saison des pluies : *« Nous avons du mal à Gounass et ça s'aggrave en saison des pluies. Comme l'accès devient un problème, les eaux bloquent nos activités. Pis, nos enfants tombent souvent malades à cause des moustiques. Le gouvernement devrait revoir l'assainissement de la région. Les systèmes d'égouts dans les rues et routes ne sont pas bien adaptés dans la plupart des grandes artères. »* D'autres questions ont été soulevées concernant l'éclairage des rues, des chaussées et des routes, l'assainissement, et la disponibilité des écoles et postes de santé à des prix abordables. La question d'accès pour les pauvres n'est qu'un des aspects d'une vaste crise de confiance dans les services publics : *« Il n'y a pas de poste de santé à Médina Gounass. Seuls Guédiawaye, Gouye et Fatou Maïga ont un poste de santé. L'accueil des patients au « Roi Baudouin » laisse à désirer. Les infirmières ne vous respectent pas. Au-delà de midi, vous êtes obligé d'acheter un ticket à 1000 F pour être reçu. Les prescriptions sont également trop chères. »*

Enfin, dans les régions périphériques comme Pikine et Guédiawaye, les résidents font le lien entre le chômage et l'insécurité des jeunes. De fait les données qualitatives donnent à penser que l'insécurité a augmenté parmi les groupes étudiés, en particulier dans les zones urbaines : *« Les jeunes ne font rien, et il y a souvent des cas de vols et d'agressions. Nous devons renforcer la sécurité des personnes et améliorer l'éclairage. Je pense que c'est important dans le contexte actuel. Les jeunes sont désespérés et ils attendent du gouvernement un emploi pour eux. Nous vivons dans l'insécurité totale. L'Etat devrait restaurer la lumière sur la rue, mais ce n'est pas le cas. Ajouté à cela, les*

jeunes devraient avoir plus de choses à faire et ne pas passer leur temps à agresser les honnêtes citoyens. »

5. Conclusion

La présente étude avait pour but de présenter une première évaluation de l'impact de la crise, y compris la hausse des prix alimentaires, sur le bien-être des ménages au Sénégal, en s'appuyant sur une analyse quantitative des données disponibles auprès des ménages ainsi que sur les résultats de GDD et entretiens individuels. Etant donné que la dernière enquête avec des données disponibles sur la consommation au Sénégal remonte à 2005/06, le travail qualitatif qui a été réalisé en 2010 est particulièrement utile car il ouvre une fenêtre unique sur les conséquences de la crise qui ne peuvent pas être bien mesurées avec les données d'enquête existantes. De plus, l'analyse qualitative aide à comprendre comment les ménages tentent de faire face à la crise.

Trois grandes conclusions peuvent être tirées de l'analyse quantitative. Tout d'abord, avant la crise, le Sénégal a connu une réduction impressionnante de la pauvreté. La proportion de la population dans la pauvreté a été ramenée de 67,9 pourcent au niveau national en 1994/95 à 50,8 pourcent en 2005/06. Les évaluations subjectives des ménages sur leur propre bien-être confirment une amélioration au fil du temps. Toutefois, la deuxième conclusion de l'analyse quantitative est qu'en dépit de ces progrès, de nombreux ménages (plus des deux tiers) ont toujours l'impression qu'ils ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels dans des domaines tels que la consommation alimentaire, les soins de santé, l'éducation, le logement, et l'habillement. Une part encore plus grande de la population déclare ne pas avoir un revenu suffisant pour répondre à ses besoins. Enfin, une troisième conclusion de l'analyse quantitative est que la hausse des prix alimentaires au cours de la récente crise a probablement eu un impact important et négatif sur la pauvreté, en partie parce que les importations de produits alimentaires représentent une part significative de la consommation totale des ménages (c'est particulièrement le cas pour les très pauvres). Cet impact négatif de la hausse des prix combiné à une réduction de la croissance économique et une hausse du chômage et du sous-emploi au cours des quatre à cinq dernières années donne à penser que la pauvreté a pu augmenter ces dernières années.

Les données qualitatives provenant des GDD et d'entrevues individuelles confirment que la situation d'une bonne partie de la population est devenue plus difficile. De nombreux ménages soulignent le manque d'activités génératrices de revenus ainsi que des menaces sur leurs mécanismes de solidarité traditionnels. C'est le cas non seulement pour les agriculteurs pauvres, mais aussi pour les groupes mieux lotis, comme les petits commerçants et les bijoutiers, ainsi que pour d'autres catégories comme les pêcheurs. La hausse du coût des denrées de base découlant de la hausse des prix alimentaires et du carburant et les pertes d'emploi ont conduit à des niveaux élevés d'endettement. L'accès limité au crédit implique que de nombreux ménages ainsi que les petits entrepreneurs ont des moyens limités pour faire face à la crise, y compris pour conserver leur activité. Les stratégies utilisées par les ménages pour faire face à la crise sont de plus longues heures de travail via un deuxième ou troisième emploi et l'entrée sur le marché du travail de nouvelles catégories de travailleurs, et en particulier des femmes. La plupart des ménages déclarent avoir aussi adapté leurs habitudes de consommation, par exemple en se réorientant vers des aliments à moindre coût et de qualité inférieure. Il y a aussi des

indications que la crise a probablement accru les tensions au sein de certaines communautés, par exemple via une hausse de la délinquance. La crise semble aussi avoir affecté les mécanismes traditionnels de solidarité que les ménages utilisent pour protéger les plus vulnérables. L'image qui ressort de l'étude est celle d'une société qui bien qu'ayant réalisée des gains considérables au cours des deux dernières décennies, demeure néanmoins très vulnérable aux chocs.

Bibliographie

Azam, J. P., M. Dia, C. Tsimpo, et Q. Wodon, 2007, Has Growth in Senegal After the 1994 Devaluation been Pro-Poor?, in Q. Wodon, editor, *Growth and Poverty Reduction: Case Studies from West Africa*, World Bank Working Paper No. 79, World Bank, Washington, DC.

Backiny-Yetna, P., M. Camara, D. Ndoye, P. Thiecouta Ndiaye, C. Tsimpo, et Q. Wodon, 2011, Evaluation sur base d'enquêtes des progrès accomplis dans la stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté au Sénégal, *Perspective Afrique*, 5(1-3): Article 4.

Boccanfuso, D., et L. Savard, 2008, The Food Crisis and its Impacts on Poverty in Senegal and Mali: Crossed Destinies, Université de Sherbrooke, Cahiers de recherche 08-20, Sherbrooke.

Bussolo, M., R. De Hoyos, et Q. Wodon, 2009, Higher Prices of Export Crops, Intrahousehold Inequality, and Human Capital Accumulation in Senegal, in M. Bussolo and R. E. De Hoyos, editeurs, *Gender Aspects of the Trade and Poverty Nexus: A Macro-Micro Approach*, World Bank and Palgrave MacMillan, Washington, DC.

Fall A. S., C. Rokhaya, et N. Tidiane, 2010, *Rapid Assessment of the impact of the Economic Crisis on Senegalese Households*, September, First Round, September, LARTES-IFAN, Dakar.

International Monetary Fund, 2010, *Senegal: Sixth Review Under the Policy Support Instrument - Request for a Three-Year Policy Support Instrument and Cancellation of Current Policy Support Instrument*, Staff Report 10/362, Washington DC.

Koopman, J., 2009, Globalization, Gender, and Poverty in the Senegal River Valley, *Feminist Economist*, 15(3): 253-285.

Ndoye, D., F. Adoho, P. Backiny-Yetna, M. Fall, P. T. Ndiane, and Q. Wodon, 2009, Tendances et profil de la pauvreté au Sénégal de 1994 à 2006, *Perspective Afrique*, 2009, 4(1-3): Article 8.

République du Sénégal, 2006, *Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté-2, 2006-2010*, Dakar.

Tembo, R. M., 2009, *The impact of the financial and economic crisis on African economies: the case of Senegal - the response of UNDP*, UNDP, Dakar.

Wodon, Q., C. Tsimpo, P. Backiny-Yetna, G. Joseph, F. Adoho, et H. Coulombe, 2008a, *Potential Impact of Higher Food Prices on Poverty: Summary Estimates for a Dozen West and Central African Countries*, Policy Research Working Paper 4745, World Bank, Washington, DC.